



La Commune



La République des chauvins

Publié le septembre 2006



Respublica

Nous publions ci-dessous quelques extraits d'un document publié sur notre site (<http://www.lacommune.org>) à propos de Respublica et de la façon dont cette "gauche républicaine, laïque, écologique, sociale" a couvert la question des sans-papiers cet été dans son journal électronique. Sur les autres problèmes traités dans ce journal (la religion, l'État d'Israël, etc.), lire la version intégrale dans le document "À propos du site Respublica, quelques vérités bonnes à dire" sur notre site.

Respublica se présente comme une tribune libre qui reprend des articles de lecteurs, des communiqués et appels d'associations diverses et des articles parus dans d'autres bulletins et journaux. Bien souvent, les textes publiés par Respublica brocardent la "gauche bobo", le PS "social-libéral", entre autres. Chaque numéro commence par la "Chronique d'Évariste", qui a valeur d'éditorial.

La préférence nationale, version Respublica

Dans son numéro 456 (6 juillet 2006), Respublica publie l'appel de la Ligue des Droits de l'Homme à propos des élèves sans-papiers menacés d'expulsion, "Chasse aux enfants : notre conscience nous interdit d'être complices". Mais l'appel de la LDH est précédé d'un article signé Bruno Ledoux, qui écrit :

" Peut-on être de gauche, prétendre lutter contre la mondialisation, et ne pas s'interroger sur les conséquences de l'arrivée massive de travailleurs en situation irrégulière pour l'ensemble des salariés et des chômeurs de ce pays, y compris les derniers immigrés récemment régularisés ?

" Le protectionnisme, que réclament les artistes, ne serait-il pas valable pour les travailleurs ?

" Jeter sur le marché du travail des travailleurs supplémentaires n'est-il pas une aubaine pour le patronat pour tirer les salaires et les conditions de travail vers le bas ? Peut-on avoir lutté contre Bolkestein, et vouloir la régularisation massive de tous les sans-papiers ?

" Alors que la génération du papy-boom va partir massivement en retraite, libérant des milliers de postes et faisant baisser le chômage, pour la première fois, les jeunes salariés et les chômeurs peuvent avoir un rapport de forces leur permettant de regagner une partie de la part des salaires qui leur a été rognée depuis vingt ans. Le CPE de Villepin était une première réponse, que les mobilisations de la gauche ont mise en échec.

" l'arrivée massive et la régularisation des sans-papiers est une autre arme, d'autant plus efficace, que toute la gauche, par absence de courage, la soutient, entraînée par la démagogie de l'extrême gauche et des organisations se disant antiracistes comme la LDH.

" Comment va réagir le citoyen moyen ? Eh bien, il comprendra que si la gauche revient au pouvoir, il aura affaire à des gens qui préfèrent régulariser les sans-papiers, maintenir des chômeurs dans un statut d'assisté, plutôt que de créer les conditions pour qu'ils puissent vivre dignement de leur travail. "

Et ce monsieur d'agiter le spectre de *" l'arrivée massive de travailleurs en situation irrégulière "*. Le plus beau dans cette tirade anti-immigrés (dans laquelle, bien sûr, on oppose les immigrés *" réguliers "* aux *" irréguliers "*, comme dans tous les discours racistes bien rodés), c'est ce passage : *" Peut-on avoir lutté contre Bolkestein, et vouloir la régularisation massive de tous les sans-papiers ? "*

Bien sûr que oui : le refus de la directive Bolkestein, c'est précisément le refus de l'utilisation de la main-d'oeuvre immigrée avec un statut et un salaire plus défavorables que ce que le Code du travail, les conventions collectives et statuts particuliers permettent.

La lutte pour le retrait de cette directive participe pleinement du combat pour la défense des droits des travailleurs immigrés.

Elle rejoint donc directement le combat pour la régularisation de tous les sans-papiers, sans condition.

Comment combattre la précarité sans combattre sa pire forme, le travail non déclaré hors Code du travail, confinant à l'esclavage, qui frappe les sans-papiers, le travail au noir subi car, sans titre de séjour, pas d'emploi déclaré possible ? Quant à la suite de la démonstration de ce Monsieur Ledoux, elle se résume au fallacieux dilemme : préférer la régularisation des sans-papiers ou l'embauche des jeunes chômeurs pour combler les départs en retraite ? Cette fausse alternative renferme le poison de la xénophobie et du racisme, elle nous renvoie à la préférence nationale prônée par Le Pen.

Ce sont les lois racistes qui provoquent la concurrence de la main-d'oeuvre

Oui, *" l'arme "* entre les mains des patrons est bien l'arsenal des lois racistes et anti-immigrés qui tirent tous les salariés vers le bas en foulant au pied le principe : à travail égal, salaire égal, statut égal. Seul ce principe peut permettre à la classe ouvrière de surmonter la concurrence que les salariés se livrent entre eux. C'est au syndicat qu'il appartient de lutter pour surmonter cette concurrence entre salariés, en établissant des conditions de travail et de salaires communes à tous.


Ce sont les lois racistes qui maintiennent et avivent la concurrence de la main-d'oeuvre pour faire pression sur les salaires, par tous les moyens possibles et imaginables.

Ces lois fabriquent des clandestins pour les faire travailler comme des esclaves, taillables et corvéables à merci, et expulsables à tout moment.


La transformation par les lois racistes des immigrés *" nouveaux "* en *" clandestins "*, *" sans-papiers "* et *" irréguliers "* porte atteinte au droit du sol.

Rappelons qu'en 1793, la Révolution française avait reconnu la qualité de citoyens de plein droit à tous les étrangers résidant en France.

" La France, tu l'aimes ou tu la quittes " version Respublica

Robert Albarédes, quant à lui, propose de mettre en place *" des moyens d'intégration dans l'espace public laïque de notre pays de tous ceux qui le souhaitent et qui sont prêts à l'effort de clarification de leur situation individuelle et économique, à l'effort de l'apprentissage de notre langue, à l'effort de l'acceptation des valeurs fondamentales que notre histoire a élaborées. Pour les autres, il conviendra d'assurer leur retour dans leur espace originel qui n'est pas toujours, loin s'en faut, un espace ravagé par la guerre ou l'oppression "*. 


Si on pouvait résumer ce texte en une phrase, cela donnerait inmanquablement : *" La France, tu l'aimes ou tu la quittes "*.

Françoise Mériou enfonce le même clou en expliquant que "*Le "droit d'asile" a été depuis des années détourné de son objet et utilisé comme mode d'entrée sur le territoire français*". On n'a pas encore tout lu : "*Les enfants sont parfois instrumentalisés par les adultes qui les font venir (hors de tout cadre légal) ou qui imaginent que faire un enfant en France leur permettrait une régularisation*". 


Les sans -papiers, boucs émissaires des "républicains"

Au fil d'une argumentation particulièrement retorse, *Respublica* accuse les sans-papiers de galvauder et de détourner le droit d'asile et d'être les instruments de la mondialisation et du libéralisme économique.

Évariste en rajoute encore : "*Que peut penser un travailleur issu des quartiers populaires, s'il travaille dans le bâtiment ou la restauration, secteurs où les conditions sont très dures, quand le seul discours qu'il entend de la gauche n'est pas de revendiquer de meilleures conditions de travail, mais de permettre aux patrons de lui opposer d'autres concurrents plus dociles sur le marché du travail ?*

"Que peut penser un chômeur qui peine à trouver du travail, et qui voit qu'à gauche on demande des régularisations massives qui vont encore compliquer davantage son insertion professionnelle ?". 

Une fois encore, nos Républicains de "gôche" opposent les sans-papiers aux chômeurs et aux salariés les plus exploités et en font des boucs-émissaires. Ils persistent et signent : le chômage, c'est la faute aux sans-papiers qui viennent prendre le travail aux Français, et j'en passe.

Selon Christiane Lezeau : "*Les dérives des partisans de l'immigration en France touchent aussi la Guadeloupe. l'archipel avait réussi sa transition démographique et sa "révolution culturelle", notamment grâce à la disparition des maladies graves et à la scolarisation de tous les enfants. Ces progrès sont remis en cause par les conséquences de l'immigration clandestine : le paludisme a réapparu, les maternités fonctionnent en surnombre, les écoles sont en surcharge d'élèves, et nombre de jeunes agriculteurs locaux sont victimes du travail clandestin qui tire les prix vers le bas*".  Et voilà que, par-dessus le marché, les sans-papiers, tel un véritable fléau, envahissent les maternités, surchargent les classes et causent des maladies graves en Guadeloupe !

Par la même occasion, Évariste veut nous faire croire que "*la gauche*" serait pour "*des régularisations massives*". Intox pure et simple !

Bien au contraire : la chasse aux enfants sans-papiers n'est rien d'autre que l'application des lois racistes élaborées par Chevènement, Joxe, Defferre, anciens ministres de l'Intérieur de "*la gauche*", sans oublier la circulaire Dufoix du 4 janvier 1985 sur le regroupement familial (auparavant, la demande de regroupement familial pouvait être faite sur place ; depuis 1985, elle doit être faite dans le pays d'origine et elle peut être refusée si le logement est trop petit ou les revenus trop faibles).

C'est précisément dans cet arsenal juridique que *Respublica* puise son inspiration anti-immigrée.